



**NRC**

CONSEIL NORVÉGIEN  
POUR LES RÉFUGIÉS

LES CRISES DE DÉPLACEMENT  
LES PLUS NÉGLIGÉES  
DANS LE MONDE

2022





- 1: Burkina Faso
- 2: RD Congo
- 3: Colombie
- 4: Soudan
- 5: Venezuela
- 6: Burundi
- 7: Mali
- 8: Cameroun
- 9: El Salvador
- 10: Éthiopie



Publié : 1er juin 2023

Principaux auteurs : Jessica Wanless, Helene Michou, Marine Olivesi, Joachim Giaminardi, Marcela Olarte Acosta, Sarra Majdoub, Mathilde Vu, Christian Jepsen, Mariam Toure, Tom Peyre-Costa, Laura Diez Ron, Karl Schembri, Beate Simarud, Tiril Skarstein.

Conception : Tove Skjeflo / Claes Holmberg

Couverture : "Dites au monde que nous avons souffert. Nous avons beaucoup souffert. Nos voisins ont souffert. Nos amis ont souffert. Nos parents ont souffert. Nous avons perdu beaucoup de gens. La plupart ont été tués. Je remercie Dieu parce qu'aucun membre de ma famille n'est resté là-bas et que nous sommes tous en sécurité. Je ne veux pas y retourner, mais je demande à Dieu la paix, la paix dans cet endroit", déclare Halimata (35 ans). Avec sa famille, elle a fui les combats à Fada, au Burkina Faso, et s'est réfugiée à Kaya, devenant ainsi l'une des deux millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Photo : Ingebjørg Kårstad/NRC

Sources : Service de suivi financier de l'ONU, Meltwater, HRW, IDMC, UNOCHA, UNHCR, NRC

Suivez-nous:

#### Définition

## *négligence*

1. Accorder peu ou pas d'attention à ; ne pas tenir compte de ; ne pas prendre en considération
2. Ne pas se préoccuper ou ne pas s'occuper correctement de quelque chose
3. Ne pas faire ou ne pas exécuter, comme par négligence ou d'oubli

Source : [www.thefreedictionary.com/neglected](https://www.thefreedictionary.com/neglected)



# La négligence est un choix

Dans le monde entier, des millions de personnes déplacées endurent des difficultés exceptionnelles, négligées et mises de côté par ceux qui détiennent le pouvoir et les ressources nécessaires pour leur offrir un avenir meilleur. Cette souffrance n'est pas inévitable, comme l'ont montré l'urgence et l'ampleur de la réponse à la guerre en Ukraine.

Chaque année, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) publie un rapport sur les dix crises de déplacement les plus négligées dans le monde. L'objectif est de mettre l'accent sur le sort des personnes dont les souffrances font rarement la une des journaux internationaux, qui ne reçoivent que peu ou pas d'aide et qui ne sont jamais au centre de l'attention des efforts de la diplomatie internationale.

Voici la liste pour 2022.

Une fois de plus, les pays d'Afrique dominent ce rapport sur les crises de déplacement les plus négligées - beaucoup d'entre eux n'ont jamais été retirés de la liste. Cette année, les pays d'Amérique latine reviennent également sur la liste, une région qui connaît des crises humanitaires de plus en plus graves et qui est largement négligée par la communauté internationale.

## Aucun de ces pays n'est négligé par hasard.

La puissante réaction aux souffrances infligées par la guerre en Ukraine a montré que la négligence est en fait un choix. Lorsque la volonté existe, l'action politique peut être efficace et rapide, le financement important et la couverture médiatique étendue. Le contraste est saisissant avec la réalité des millions de personnes contraintes de fuir dans d'autres pays, loin des gros titres des médias et des événements internationaux de promesses de dons.

## La méthodologie

Toutes les crises de déplacement\* ayant entraîné le déplacement de plus de 200 000 personnes ont été analysées, soit 39 crises au total. Le rapport a été élaboré sur la base de trois critères, qui se sont vus accorder la même importance :

### 1. Manque de volonté politique internationale

Une analyse qualitative de la volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques a été réalisée sur l'ensemble des 39 crises. Pour les situations de conflit en cours, l'analyse a porté sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, les missions de maintien de la paix, les mécanismes de procédure spéciale des Nations unies, les enquêtes des Nations unies et tout autre effort diplomatique régional et international pertinent tout au long de l'année 2022.

Les décideurs mondiaux, les puissants médias et les donateurs sont trop souvent influencés par des intérêts géopolitiques et la rhétorique du jour, plutôt que d'allouer des ressources en fonction des besoins. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés et laisser cette sélectivité s'enraciner de plus en plus. Une vie a la même valeur, que la personne soit originaire d'Ukraine ou du Burkina Faso - nous devons tirer les leçons de la réponse apportée à l'Ukraine et faire preuve de la même humanité ailleurs et faire preuve de la même humanité ailleurs.

En 2022, les avertissements concernant l'aggravation des disparités due à la réaffectation des ressources à la réponse à l'Ukraine et à la récession économique mondiale se sont concrétisés dans le monde entier.

En 2022, l'écart entre les fonds nécessaires et les montants alloués à l'aide humanitaire n'a jamais été aussi important. Pour chaque dollar collecté par personne dans le besoin en Ukraine, seulement 25 cents ont été collectés par personne dans le besoin dans les dix crises les plus négligées dans le monde. Les personnes fuyant l'Ukraine ont également bénéficié de l'ouverture des frontières et d'une grande solidarité de la part du public. Nous devrions aspirer à cela pour toutes les crises et la responsabilité de ce soutien doit être véritablement mondiale - de nouveaux pays donateurs doivent se joindre à nous et intensifier leur soutien.

Le nombre et l'importance des envoyés spéciaux dans le conflit ont été pris en compte, tout comme les discussions internationales de haut niveau ou les autres engagements internationaux, par exemple en matière de consolidation de la paix ou de droits de l'homme. Reconnaisant que toutes les crises de déplacement négligées ne se produisent pas dans des pays touchés par un conflit, l'analyse a également examiné toute tendance significative dans le soutien des donateurs bilatéraux et multilatéraux. Enfin, le niveau d'engagement politique a été examiné en fonction de l'ampleur et de la gravité de la crise de déplacement et du nombre de réfugiés accueillis. Pour ce faire, nous avons utilisé l'indice Fund for Peace Fragile States Index, l'indice de gravité INFORM, les aperçus de l'accès humanitaire ACAPS et les chiffres de déplacement pertinents de l'agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).



Une élève du Burkina Faso lit devant les 151 autres élèves de sa classe.  
Photo : Ingebjørg Kårstad/NRC

## La négligence est réversible.

Le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire continue de grimper en flèche alors que l'inflation mondiale aggrave les souffrances et que le changement climatique met à mal la résilience. Ce sont les plus vulnérables, souvent ceux qui sont confrontés à des conflits et à des déplacements, qui en font les frais. Et tandis que de nouvelles situations d'urgence apparaissent, les crises existantes ne font que s'aggraver et se prolonger. La grande majorité des pays présentés dans ce rapport l'ont été depuis sa création il y a sept ans. La République démocratique du Congo n'est pas

descendue en dessous de la deuxième place. Ici, la négligence est bien ancrée.

Pourtant, il est possible de sortir ces contextes de la négligence. Sept des dix pays figurant dans le rapport de cette année représentent les appels humanitaires les plus modestes, chacun d'entre eux ne représentant que 1 % ou moins de ce qui a été demandé au titre de l'aide humanitaire dans le monde. Un peu de volonté politique pourrait changer la donne. Si le tableau est sombre, nous ne devons pas perdre espoir. Si la négligence est un choix, alors le monde peut choisir d'y mettre fin.

## 2. Manque d'attention des médias

Le niveau d'attention des médias à l'égard des différentes crises de déplacement a été mesuré à l'aide des chiffres de la société de surveillance des médias Meltwater, qui mesure la couverture médiatique en ligne. Pour comparer l'attention des médias à l'égard des différentes crises, nous avons calculé la couverture médiatique par rapport au nombre de personnes déplacées par chaque crise, en utilisant les derniers chiffres du HCR et de l'IDMC (Centre de surveillance des déplacements internes) du NRC.

## 3. Manque de financement humanitaire

Chaque année, l'ONU et ses partenaires humanitaires lancent des appels de fonds pour couvrir les besoins de base des populations dans les pays touchés par des crises de grande ampleur. Le montant des fonds collectés pour

chaque crise en 2022 a été évalué en pourcentage du montant nécessaire pour couvrir les besoins. Lorsqu'il existe à la fois un appel à l'aide humanitaire à l'intérieur du pays et un plan régional de réponse aux réfugiés, la moyenne a été calculée. Lorsqu'il n'y a pas d'appel de fonds, ce critère n'a pas été pris en compte dans l'analyse.

Le pourcentage des appels couverts nous donne une indication du niveau de soutien économique, mais les résultats peuvent être faussés par le fait que la communauté humanitaire ajuste parfois ses appels à ce qu'elle pense être réalisable. Alors que la communauté internationale dans certains pays essaie d'atteindre toutes les personnes dans le besoin, le niveau d'ambition peut être beaucoup plus bas dans d'autres pays.

\*Il n'a pas été possible d'analyser la situation en Chine, en Érythrée et en République populaire démocratique de Corée, faute d'informations et de chiffres fiables.



# 1 Burkina Faso

Classement 2021 | 2

Pour la première fois, le Burkina Faso est la crise la plus négligée au monde. En raison de la montée de la violence et des déplacements, près d'un Burkinabé sur quatre a besoin d'aide dans cette crise de plus en plus grave et négligée.

Le Burkina Faso est l'une des crises les plus jeunes présentées dans ce rapport, mais son déclin a été rapide et dévastateur. Depuis le début du conflit il y a cinq ans, plus de 14 000 personnes ont été tuées, dont la moitié depuis janvier 2022. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère a été multiplié par neuf. Deux millions de personnes sont aujourd'hui déplacées à l'intérieur du pays.

En 2022, les besoins humanitaires ont explosé : en décembre, 4,9 millions de personnes avaient besoin d'aide, soit une augmentation de 40 % par rapport au début de l'année. Les attaques de groupes armés non étatiques contre des points d'eau ont coupé l'accès à l'eau pour 830 000 personnes. Le nombre d'écoles fermées en raison de l'insécurité a presque doublé pour atteindre plus de 6 200, perturbant l'éducation de plus d'un million d'enfants. Malgré la gravité des besoins, seuls 42 % des fonds humanitaires demandés ont été versés en 2022, laissant de nombreuses personnes sans aide.

L'instabilité politique a ajouté une couche supplémentaire à la crise, avec deux prises de pouvoir militaires à huit mois d'intervalle : la première en janvier a déposé le président démocratiquement élu, la seconde a opposé deux camps militaires. Bien que les deux coups d'État se soient produits rapidement et avec un faible niveau de violence, le travail humanitaire fondé sur des principes a été mis à rude épreuve, et l'année s'est achevée par la déclaration de Persona Non Grata du plus haut fonctionnaire des Nations unies dans le pays.

L'accès des humanitaires aux personnes dans le besoin est devenu de plus en plus ténu et le reste en 2023. Environ 40 %

du pays est considéré comme échappant au contrôle de l'État, ce qui rend les opérations d'aide dans ces zones extrêmement difficiles. 23 villes, où vivent 800 000 personnes, sont bloquées par une multitude de groupes armés, ce qui coupe la population du reste du pays et l'empêche d'accéder à des marchés opérationnels ou à des services sociaux de base. Les ONG et les agences des Nations unies se sont appuyées sur un pont aérien de l'ONU pour atteindre ces populations, mais le fret est limité et ne répond pas à leurs besoins. Dans la ville de Djibo, où vivent près de la moitié des personnes assiégées, l'insécurité alimentaire est devenue si grave à la fin de l'année 2022 que jusqu'à 85 % des repas des familles étaient composés de feuilles de plantes sauvages.

La couverture médiatique internationale de la crise est restée limitée et s'est principalement concentrée sur les bouleversements politiques et sur les attaques les plus graves. L'ampleur de la crise humanitaire est trop souvent restée au second plan, notamment en raison de l'accès quasi impossible des journalistes aux zones de conflit et de déplacement.

L'espace humanitaire s'est déjà rétréci en 2023. Une nouvelle interdiction des transferts d'argent mise en œuvre dans les régions du Sahel et du Centre-Nord - deux des régions les plus touchées - prive environ deux millions de personnes de l'aide en espèces dont elles ont tant besoin. Les négociations en cours pour ouvrir des couloirs humanitaires sont pour l'instant dans l'impasse, mais elles restent essentielles pour acheminer de plus grandes quantités d'aide vitale, car plus de 3,3 millions de personnes devraient souffrir de la faim cet été.



"Nous voulons que le monde connaisse nos difficultés, ce qui nous préoccupe actuellement", déclare Maïga Abibou. Maïga est originaire de Wapassi, dans le nord du Burkina Faso, mais elle s'est réfugiée à Kaya pour se mettre à l'abri.  
Photo : Jacques Bouda/NRC

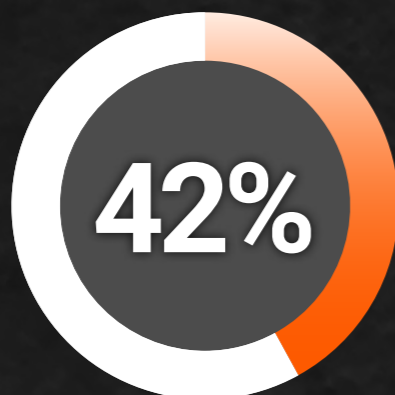
## Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de déplacés



## Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé qui a été reçu.



## Engagement politique :

Volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.





# 2 RD Congo

Classement 2021 | 1

En 2022, la population de la République démocratique du Congo a continué à être confrontée à l'instabilité, à la violence et aux conflits. Malgré une certaine dynamique positive dans la région, l'engagement politique mondial et l'attention des médias sur cette crise sont restés incroyablement faibles, laissant la RD Congo une fois de plus parmi les deux crises de déplacement les plus négligées.

L'est de la République démocratique du Congo a continué d'être le théâtre de crises multiples et imbriquées qui ont aggravé la situation humanitaire et rendu la vie encore plus difficile aux 5,7 millions de personnes déplacées dans le pays. Les négociations de paix en cours à Nairobi, soutenues par d'autres pays de la région, ont permis de progresser. Cependant, pour les 27 millions de personnes qui ont besoin d'aide dans le pays, cela ne s'est pas encore traduit par une amélioration de la réalité quotidienne.

Dans l'est du pays, les civils ont été chassés de leurs terres et de leurs maisons par le conflit, ce qui les rend dépendants de l'aide. Dans la province du Nord-Kivu, l'offensive en cours du groupe armé M23 a forcé 1,3 million de personnes à quitter leur foyer, beaucoup cherchant refuge dans la capitale régionale Goma et ses environs. Dans la province d'Ituri, la crise dans la ville de Djugu s'est poursuivie, avec des dizaines de milliers de personnes déplacées et un accès humanitaire très limité, laissant les gens hors de portée de l'aide.

Les zones où le conflit s'est apaisé ont également subi l'impact de la négligence. Dans la province du Tanganyika, les communautés déplacées ont regagné leurs maisons et leurs champs, mais les causes profondes des conflits locaux - notamment la concurrence pour les ressources et les terres - n'ont pas été résolues. Sans un soutien adéquat à long terme, le chemin vers l'autosuffisance sera long.

La réponse humanitaire en RD Congo a été fortement réduite par le manque de financement, laissant les gens sans eau potable, sans nourriture adéquate ou sans moyens de subsistance pour soutenir leurs familles. Sans un soutien plus important de la part de la communauté internationale en 2023 pour l'aide à la survie, la résilience et les programmes de paix, le pays risque de rester une année de plus l'une des crises les plus négligées au monde.



"La sécurité est une préoccupation majeure. Nous sommes voisins des rebelles. Ils viendront comme des bandits, pour voler et kidnapper", déclare le directeur d'une école du territoire de Djugu, en République démocratique du Congo. Beaucoup d'enfants ont trop peur pour venir à l'école. Photo : Hugh Kinsella Cunningham/NRC

# 3 Colombie

Classement 2021 | absent

En 2022, la Colombie a été confrontée à trois crises critiques interdépendantes qui ont contribué à l'aggravation du paysage humanitaire : la poursuite d'un conflit armé vieux de 60 ans, la crise des réfugiés et des migrants vénézuéliens, et l'impact du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes.

Six ans après un accord de paix historique, pas moins de sept conflits armés internes ont encore tourmenté la Colombie et son peuple en 2022. Les conflits ont déplacé des communautés entières, tandis que les groupes armés ont confiné de force plus de 100 000 personnes dans leurs maisons ou leurs quartiers, sans accès à la nourriture et à d'autres droits fondamentaux. Le nombre de Colombiens déplacés à l'intérieur du pays a augmenté de 12 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre plus de 390 000 personnes.

La Colombie a dû faire face à une pression supplémentaire en raison de l'insuffisance des ressources pour soutenir les 2,4 millions de réfugiés et de migrants vénézuéliens qui vivent désormais dans le pays, ainsi que ceux qui y transitent. Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes ont également entraîné de grandes difficultés, notamment la perte des moyens de subsistance, en particulier pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui ont été parmi les plus touchés par les inondations, les tempêtes tropicales et les pluies torrentielles qui ont semé la désolation.

Dans tout le pays, plus de 7,7 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire, soit un million de plus qu'en 2021. Pourtant, malgré l'ampleur des besoins humanitaires et le nombre croissant de personnes déracinées, l'intérêt des médias internationaux pour l'impact du conflit armé a diminué et la situation a été très peu couverte.

Le financement de l'aide humanitaire a lui aussi diminué. Malgré l'explosion des besoins, seuls 38 % des besoins de financement ont été satisfaits l'année dernière. L'année 2023 s'annonce comme une nouvelle année difficile pour la Colombie. Le soutien international diminuant, l'écart entre les besoins et les ressources risque de se creuser, ce qui aggravera la situation des personnes déplacées dans le pays.



La communauté indigène d'Egoróquera, dans le Chocó, en Colombie, a été fortement touchée par le conflit armé qui sévit dans la région. Photo : Alejandro Camelo López/NRC

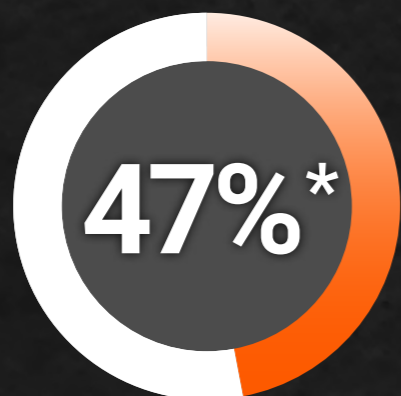
## Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de déplacés



## Financement humanitaire :

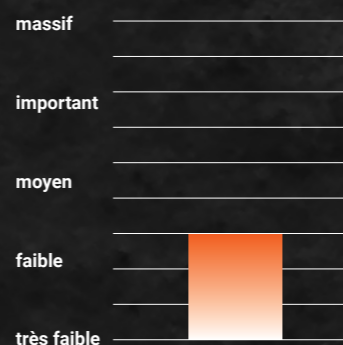
Pourcentage du financement humanitaire demandé qui a été reçu.



\*Plan de réponse humanitaire + Plan de réponse régional

## Engagement politique :

Volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



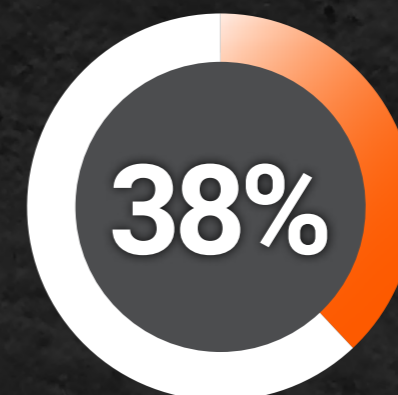
## Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de déplacés



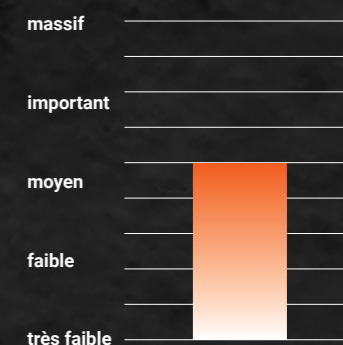
## Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé qui a été reçu.



## Engagement politique :

Volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.





# 4 Soudan

Classement 2021 | 7

Après une nouvelle année marquée par les difficultés, l'incertitude et la montée de la violence, un tiers de la population soudanaise a eu besoin d'aide en 2022 - le chiffre le plus élevé depuis dix ans. En 2023, le pays a déjà fait les gros titres en s'effondrant dans un conflit généralisé.

Une crise politique et constitutionnelle, associée à l'escalade des conflits et au changement climatique, a encore aggravé les besoins humanitaires au Soudan et a laissé 15,8 millions de personnes dans le besoin. Le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté pour la troisième année consécutive.

Le financement de l'aide humanitaire est resté insuffisant. Moins de la moitié des fonds nécessaires ont été reçus et la majeure partie de l'aide bilatérale est restée gelée en raison du coup d'État militaire d'octobre 2021. La crise économique croissante, les effets du changement climatique et la montée en flèche des prix des denrées alimentaires ont également continué à éroder la résilience des communautés.

Les combats se sont étendus de la région du Darfour aux États du Nord, du Sud et de l'Ouest du Kordofan, ainsi qu'à l'État du Nil Bleu. Les civils, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays, ont été la cible d'une violence extrême. Des centaines de villages ont été incendiés, tuant 991 personnes et forçant plus de 310 000 personnes à fuir.

La violence et les déplacements ont affecté tous les aspects de la vie, laissant de nombreuses personnes sans moyens de subsistance, des enfants sans éducation et des familles sans documents légaux. De nombreuses personnes déplacées n'ont même pas pu accéder aux services de base.

Le Soudan accueille plus d'un million de réfugiés, l'une des plus grandes populations de réfugiés en Afrique. La grande majorité d'entre eux sont originaires du Sud-Soudan. Malgré les difficultés, le pays a gardé ses frontières ouvertes en 2022 et a accordé l'asile à plus de 52 000 réfugiés. Cependant, les droits des réfugiés étant extrêmement limités, nombre d'entre eux ont continué à dépendre d'une aide humanitaire de plus en plus réduite, notamment des rations alimentaires qui ont été réduites de moitié en raison d'un manque de financement.

Si le Soudan est plongé dans la tourmente en 2023, la crise humanitaire du pays atteindra probablement des niveaux catastrophiques, avec une augmentation exponentielle du nombre de personnes déplacées et dans le besoin à mesure que les systèmes étatiques s'effondrent.



Mariam ne peut pas se déplacer et passe chaque heure de la journée dans la même pièce, au même endroit. Elle vit avec sa famille à Geneina, une ville du Darfour occidental, au Soudan. Photo : Rawan Kara/NRC

# 5 Venezuela

Classement 2021 | absent

Maintenant dans sa huitième année, la crise des réfugiés et des migrants vénézuéliens s'est transformée, avec une triste prévisibilité, en une crise prolongée qui ne reçoit que peu d'attention de la part de la communauté internationale. La crise continue de s'aggraver, avec plus d'un million de réfugiés et de migrants vénézuéliens quittant leur pays en 2022.

En 2022, les Vénézuéliens ont continué à souffrir d'une profonde crise économique, sociale et politique, aggravée par des niveaux croissants de violence armée. Cette crise humanitaire complexe ne montrait guère de signes d'apaisement et les Vénézuéliens restaient très mobiles, se déplaçant souvent à l'intérieur du pays ou traversant régulièrement les frontières. Poussées par une réalité quotidienne désastreuse, 7,2 millions de personnes ont quitté le pays à la recherche d'une protection internationale et d'une vie meilleure et plus sûre depuis le début de la crise.

À la fin de l'année 2022, près de 20 millions de personnes au Venezuela avaient besoin d'une aide humanitaire et près d'un tiers de la population était en situation d'insécurité alimentaire. Malgré l'ampleur des besoins, les donateurs n'ont fourni que 36 % du financement nécessaire.

Les relations diplomatiques entre le Venezuela et les pays voisins, y compris les Caraïbes, ont semblé s'améliorer en 2022. En particulier, les liens bilatéraux avec la Colombie ont été directement affectés par le changement de gouvernement dans ce pays, et les frontières entre les deux pays ont été rouvertes après la pandémie. Cependant, les relations avec les États-Unis sont restées tendues en raison des sanctions, dont la levée dépend également de la réussite des négociations entre les partis politiques au Venezuela et des prochaines élections de 2024.

Les améliorations, ou la croissance économique annoncée, n'ont pas encore profité aux Vénézuéliens vulnérables qui ont de plus en plus recours à des voyages à haut risque, y compris à travers la fameuse trouée de Darien. Rien qu'au Panama, l'arrivée de réfugiés et de migrants en provenance du Venezuela a dépassé les 150 000 personnes, soit 50 fois plus qu'en 2021.

Avec l'hyperinflation, la dévaluation du bolivar et la crise économique mondiale qui continuent de s'aggraver - ainsi que l'absence de signes d'un engagement plus important des donateurs internationaux à l'égard du Venezuela - il est probable que la situation dans le pays restera désastreuse en 2023.



Faride López (52 ans) subvient seule aux besoins de ses quatre petits-enfants et a vendu tout ce qu'elle possédait pour mettre de la nourriture sur la table. Photo : Ingrid Prestetun/NRC

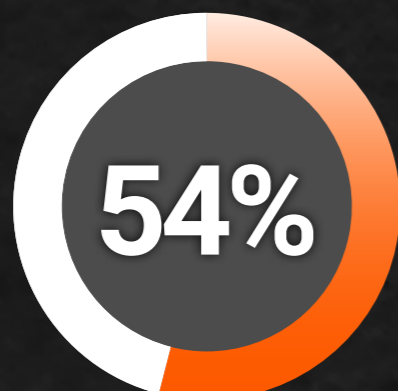
## Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de déplacés



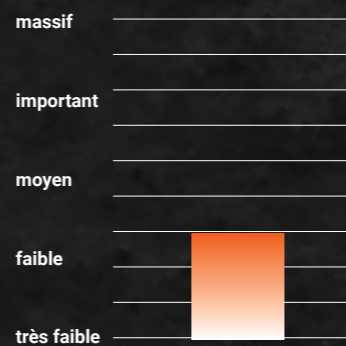
## Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé qui a été reçu.



## Engagement politique :

Volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



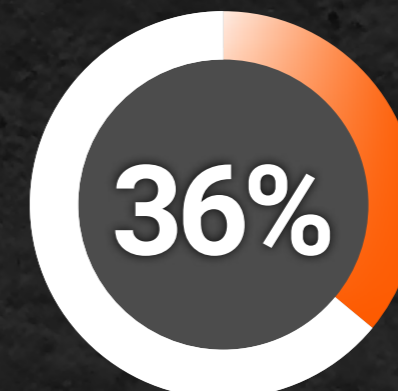
## Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de déplacés



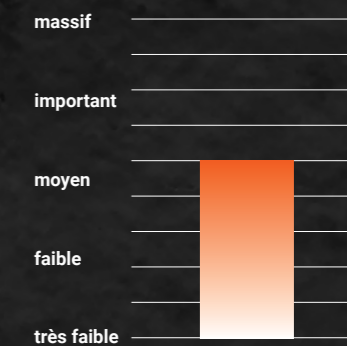
## Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé qui a été reçu.



## Engagement politique :

Volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.





# 6 Burundi

Classement 2021 | 9

Les réfugiés burundais sont rentrés chez eux en grand nombre l'année dernière, mais la situation des droits de l'homme dans leur pays d'origine ne s'est guère améliorée. Malgré des besoins persistants, le soutien international a continué à faiblir.



Ntakirutimana (72 ans) est retournée au Burundi en 2020. Elle s'occupe maintenant de 14 petits-enfants dont les parents sont toujours en quête de protection dans les pays voisins. Photo : Samuel Otieno/HCR

Près de dix ans après leur déplacement, plus de 300 000 réfugiés burundais se trouvent toujours en Tanzanie, au Rwanda, en République démocratique du Congo et en Ouganda. Depuis 2017, 200 000 Burundais au total ont été rapatriés. La situation en Tanzanie, le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés burundais, est de plus en plus précaire. Alors que le gouvernement a accepté que le retour soit volontaire, le manque de services de base, l'absence de moyens de subsistance et un soutien humanitaire extrêmement limité ont fait que de nombreuses personnes n'ont pas vraiment eu d'autre choix que de retourner au Burundi.

Au Burundi, les violations des droits de l'homme se sont poursuivies. En 2022, le gouvernement a encouragé la ligue des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, à exercer des fonctions de maintien de l'ordre afin de renforcer son contrôle. De nombreux cas ont également été signalés de membres de familles craignant des représailles pour avoir signalé des disparitions ou d'autres violations des droits de l'homme.

Un rapporteur spécial a été désigné par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies en 2021, et son mandat a été prolongé en 2022, mais le Burundi a rejeté la demande d'accès au pays formulée par le rapporteur.

Le Burundi est resté l'un des pays les plus pauvres du monde. En 2022, une situation d'insécurité alimentaire déjà désastreuse s'est aggravée sous l'effet conjugué de la flambée des prix des denrées alimentaires et des biens, et des aléas climatiques, notamment le retard de la saison des pluies, suivi de pluies torrentielles et d'inondations. 52 % des enfants de moins de 5 ans souffriraient d'un retard de croissance et 1,8 million de personnes auraient besoin d'aide.

Cette crise silencieuse a été fortement affectée par la lassitude des donateurs. Le plan d'intervention humanitaire pour 2022 n'a été financé qu'à moitié. Début 2023, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé que les rations alimentaires destinées aux réfugiés seraient réduites de moitié en raison d'un manque de financement.

# 7 Mali

Classement 2021 | 6

En 2022, l'instabilité politique, la violence croissante et les déplacements de population ont fait souffrir les habitants du Mali, tandis que les coupes dans le financement de l'aide humanitaire et du développement ont poursuivi la trajectoire du pays en tant que crise négligée.



Amadou Ag Baye (46 ans) a fui avec sa famille à Ménaka au Mali. "Notre besoin le plus urgent en ce moment est la nourriture. Ensuite, nous avons besoin d'une éducation pour nos enfants, ainsi que d'activités génératrices de revenus pour nous", explique-t-il. Photo : Itunu Kuku/NRC

Les affrontements entre groupes armés non étatiques dans les régions septentrionales de Gao et Ménaka ont une fois de plus déraciné des personnes, aggravant une situation humanitaire déjà désastreuse. À la fin de l'année 2022, 412 000 personnes avaient été déplacées au Mali, dont près de 40 % dans les régions du nord.

L'espace humanitaire s'est encore restreint et l'insécurité a entravé l'accès des populations aux services essentiels, y compris la santé et l'éducation. Dans les zones reculées, le non-fonctionnement des services d'état civil a rendu les communautés de plus en plus vulnérables. Les enfants ont été les plus touchés : on estime que 150 000 enfants au Mali n'ont pas d'acte de naissance et que plus d'un demi-million d'enfants n'ont pas été scolarisés l'année dernière.

La mobilisation autour de la réponse humanitaire est restée faible, avec seulement 40 % des fonds requis pour les 7,5 millions de Maliens qui étaient dans le besoin en 2022. La faible couverture médiatique de la crise humanitaire, au profit des aspects politiques et militaires, ainsi que le peu d'intérêt des dirigeants mondiaux pour les questions humanitaires dans le pays, ont contribué à cette situation.

Avec le retrait des fonds de développement français du Mali et la décision subséquente du gouvernement malien de suspendre le financement humanitaire français à la fin de l'année dernière, la réponse humanitaire, déjà limitée, risque de se réduire. Les projections pour 2023 sont déjà inquiétantes, le nombre de Maliens dans le besoin étant susceptible d'augmenter de 17 % pour atteindre 8,8 millions de personnes.

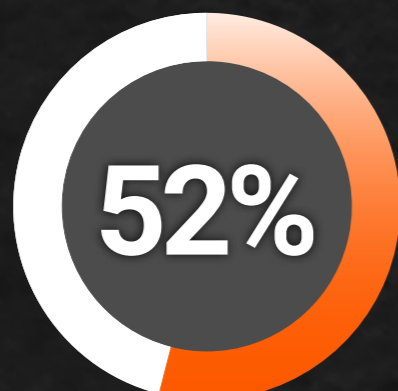
## Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de déplacés



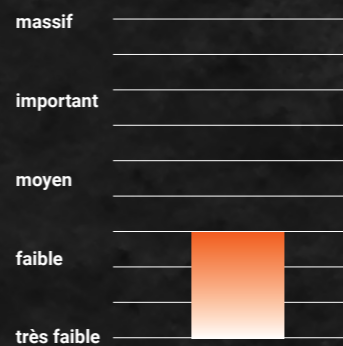
## Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé qui a été reçu.



## Engagement politique :

Volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



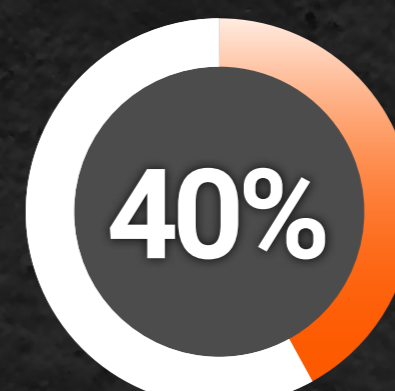
## Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de déplacés



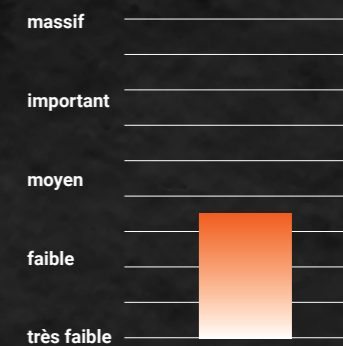
## Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé qui a été reçu.



## Engagement politique :

Volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.





# 8 Cameroun

Classement 2021 | 3

L'année dernière n'a guère vu d'amélioration pour le peuple camerounais. Neuf des dix régions du pays sont restées affectées par trois crises humanitaires distinctes et de plus en plus graves, où l'ampleur des besoins n'a d'égale que la léthargie de la communauté internationale.



Zakia (8 ans) a fui la République centrafricaine et vit maintenant dans un camp de réfugiés près de Batouri, au Cameroun. Photo : Tom Peyre-Costa/NRC

Les régions du nord-ouest et du sud-ouest, également connues sous le nom de régions anglophones, ont continué à subir un conflit armé prolongé qui a déjà déraciné 600 000 personnes de leurs foyers. L'impact des balles sur les maisons et les écoles, et la souffrance des Camerounais pris entre deux feux, ont été largement ignorés et n'ont guère retenu l'attention des médias internationaux.

Dans la région de l'Extrême-Nord, les hostilités et la violence se sont poursuivies. Les civils ont été fréquemment attaqués par des groupes armés non étatiques, obligeant de plus en plus de personnes à fuir leur domicile. Les violences intercommunautaires à grande échelle ont également persisté, exacerbées par les effets du changement climatique et les pressions exercées sur les ressources partagées. Dans les régions du Nord, de l'Adamawa et de l'Est, des solutions durables pour les plus de 350 000 réfugiés centrafricains doivent encore être trouvées, tandis que l'ensemble du pays est de plus en plus confronté à une insécurité alimentaire croissante, exacerbée par l'augmentation des prix des produits de base.

Au début de l'année 2022, 3,9 millions de personnes au Cameroun avaient besoin d'aide, un chiffre qui est passé à 4,7 millions à la fin de l'année alors que le pays restait loin de l'attention de la communauté internationale. Les fonds sont restés limités, les donateurs internationaux n'ayant couvert que 55 % de la réponse humanitaire.

En l'absence d'initiative internationale pour trouver des solutions politiques à la triple crise du Cameroun, le niveau des besoins dans le pays ne devrait pas montrer de signe d'amélioration à court ou moyen terme. 2023 s'annonce comme une nouvelle année difficile pour le peuple camerounais.

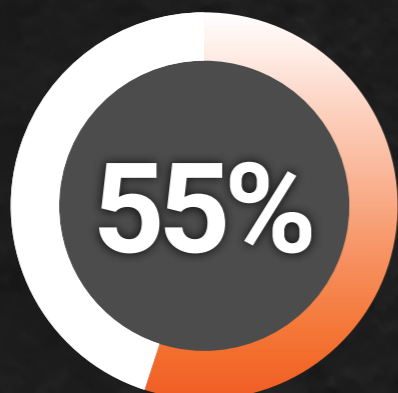
## Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de déplacés



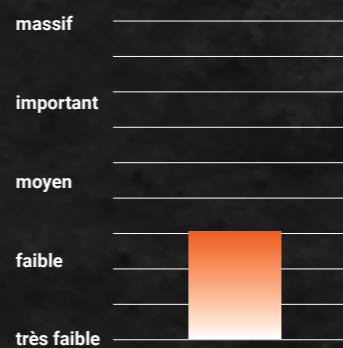
## Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé qui a été reçu.



## Engagement politique :

Volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



# 9 El Salvador

Classement 2021 | absent

En 2022, le Salvador a été confronté à plusieurs crises humanitaires dévastatrices dues à une violence généralisée, à des phénomènes météorologiques extrêmes récurrents et à une pauvreté et une inégalité généralisées. Ces facteurs se sont conjugués pour laisser 1,1 million de Salvadoriens dans le besoin.



"Beaucoup de gens de mon âge avec qui j'ai grandi ont été tués ou ont disparu. Les gangs ciblent les jeunes parce qu'ils peuvent les manipuler", explique Samuel (23 ans), du Salvador. Photo : Ingrid Prestetun/NRC

L'année dernière, la population du Salvador a dû faire face aux conséquences quotidiennes de l'insécurité alimentaire, des catastrophes naturelles et du changement climatique, ainsi qu'à une violence omniprésente. Les habitants des pays voisins, le Guatemala et le Honduras, ont été confrontés à des défis similaires.

Deux ans après la dévastation causée par les ouragans Eta et Iota, le Salvador a de nouveau été touché par de graves inondations en 2022, causées par la tempête tropicale Julia. Ces inondations ont aggravé les vulnérabilités des communautés et les conditions de vie de 180 000 personnes qui souffraient déjà d'une grave insécurité alimentaire. En outre, malgré la baisse récente du nombre de meurtres au Salvador, les disparitions sont restées nombreuses et la violence, y compris la violence basée sur le genre, a entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes.

De nombreux Salvadoriens ont entrepris des voyages dangereux en quête de sécurité et d'une vie meilleure au Mexique et aux États-Unis. En 2022, les demandes d'asile émanant de Salvadoriens, de Honduriens et de Guatémaltèques ont dépassé les 44 000 pour le seul Mexique. Près de 200 000 personnes ont été expulsées du Mexique et des États-Unis vers le Salvador, le Guatemala et le Honduras au cours de l'année.

Bien que les Nations unies aient lancé leurs premiers plans d'intervention humanitaire pour le Salvador, le Guatemala et le Honduras en 2021, le monde a continué à ignorer la détérioration de la situation. Les donateurs internationaux n'ont fourni que 28 % du financement nécessaire au Salvador en 2022, ce qui en fait l'une des crises les plus sous-financées au monde et limite la portée de la réponse humanitaire. La grande majorité des fonds provenait des États-Unis, la crise étant à peine inscrite à l'ordre du jour de nombreux donateurs. La situation n'est pas meilleure pour 2023, la communauté internationale n'accordant que peu d'attention à la crise au début de la nouvelle année.

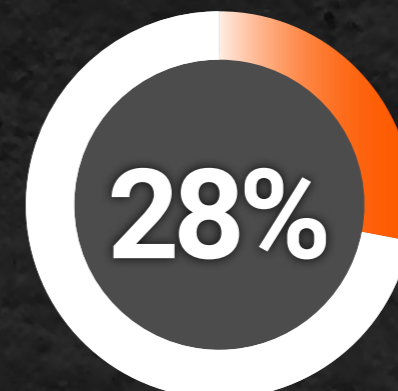
## Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de déplacés



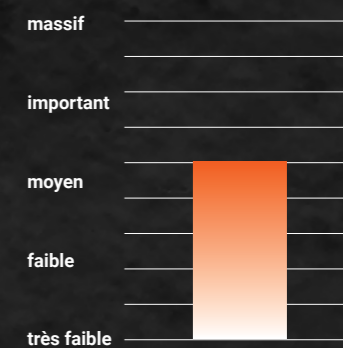
## Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé qui a été reçu.



## Engagement politique :

Volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.





# 10 Éthiopie

Classement 2021 | 10

**L'Éthiopie est confrontée à une série de crises humanitaires graves, qui ont reçu peu d'attention de la part de la communauté internationale et ont eu des conséquences dévastatrices pour des millions de personnes. Les retombées du conflit combinées à l'impact du changement climatique continuent d'aggraver les besoins.**

Bien que le conflit dans la région du Tigré se soit quelque peu calmé depuis la cessation des hostilités en novembre 2022, deux millions de personnes restent déplacées et ont un besoin urgent d'aide. Le conflit a fait un nombre exceptionnellement élevé de victimes civiles, avec des estimations du nombre de personnes tuées au cours du conflit allant jusqu'à 600 000. Le conflit a également causé des dommages considérables aux infrastructures civiles, telles que les écoles et les établissements de soins de santé, et les retombées du conflit continuent de provoquer des besoins extrêmes dans les régions d'Amhara et d'Afar.

Par ailleurs, la crise très négligée qui sévit dans l'État de Benishangul-Gumuz, dans le nord-ouest du pays, s'est poursuivie sans relâche. Dans la région de l'est de la Somalie, plus de 100 000 réfugiés sont arrivés de Somalie, exerçant une pression sur les ressources et les communautés locales.

L'année dernière, l'Éthiopie a connu la pire sécheresse depuis des générations, exacerbée par le changement climatique. Les effets des phénomènes climatiques extrêmes se sont poursuivis en 2023, avec des inondations qui ont déjà touché des dizaines de milliers de personnes, déplacé des familles et tué du bétail dans des zones qui sont à peine accessibles à l'aide humanitaire.

Au total, plus de 20 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire en Éthiopie en 2022. Malgré la gravité de la crise humanitaire, celle-ci n'a reçu que peu d'attention de la part de la communauté internationale. Le financement de l'aide humanitaire a été limité, avec seulement la moitié des fonds nécessaires reçus l'année dernière. Les organisations humanitaires ont donc eu du mal à répondre aux besoins des personnes touchées par la crise.

Il y a peu de signes que 2023 verra une amélioration de l'engagement politique et des donateurs, laissant l'Éthiopie, et son peuple, une fois de plus négligés.



Des milliers de familles déplacées par le conflit armé vivent avec la communauté locale à Mutsa Shewara, en Éthiopie. Les déplacements forcés ajoutent des pressions à la communauté, notamment une forte demande en eau. Photo : Karl Schembri/NRC

## Conclusion

**Bien que chacune des dix crises décrites dans le présent rapport doive faire l'objet d'un soutien et d'une attention spécifiques, nous pouvons tirer plusieurs conclusions générales :**

- Une fois négligée, il est difficile de sortir une crise de l'oubli. Sur les dix crises présentées dans le rapport de cette année, huit ont été évoquées à plusieurs reprises au cours des dernières années. Cela indique un cercle vicieux de négligence politique internationale, de couverture médiatique limitée, de lassitude des donateurs et de besoins humanitaires de plus en plus importants.
- La majorité des crises humanitaires d'aujourd'hui sont de longue durée et impliquent des crises multiples qui se produisent en même temps. Dans les pays étudiés dans ce rapport, la combinaison désastreuse de conflits et de violences, de déplacements de population et de catastrophes récurrentes dues au changement climatique rend les besoins humanitaires d'autant plus importants.
- Les niveaux de faim sont en hausse dans la plupart des pays de ce rapport, un problème exacerbé par l'inflation mondiale en partie causée par la guerre en Ukraine.
- Dans de nombreux pays couverts par ce rapport, les populations sont de moins en moins en mesure d'accéder à l'aide humanitaire et aux services de base en raison des hostilités en cours, des obstacles bureaucratiques et d'un manque de respect fatal du droit international humanitaire de la part des parties au conflit.
- Le manque de financement, et la mauvaise qualité de ce financement, aggravent la négligence dans tous les pays mentionnés dans ce rapport. La grande majorité des financements humanitaires sont à court terme et proviennent d'un nombre limité de pays, ce qui rend ces crises vulnérables aux réductions budgétaires des donateurs et aux changements d'intérêts géopolitiques.



Nelsa, enseignante à Antioquia en Colombie, tente d'inspirer et d'enseigner à sa communauté à préserver ses traditions, à se protéger et à rester en vie. Photo : Ivonne Marcela Olarte Acosta/NRCPhoto : Karl Schembri/NRC

- Dans les pays touchés par un conflit, seuls des accords de paix durables et des solutions politiques inclusives permettront aux populations touchées par le conflit de reprendre ou de reconstruire leur vie. Des efforts politiques supplémentaires - aux niveaux national, régional et international - et une diplomatie humanitaire renforcée sont essentiels pour encourager les parties à rejoindre ou à retourner à la table des négociations.
- Le manque d'attention des médias à l'égard de ces crises négligées est aggravé par les restrictions strictes imposées à la liberté de la presse et par le manque d'accès aux zones où les besoins humanitaires sont importants dans plusieurs des pays mentionnés dans le présent rapport.

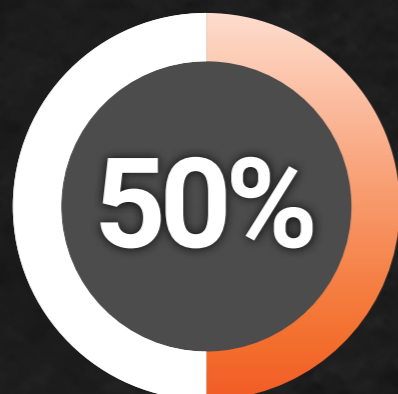
### Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de déplacés



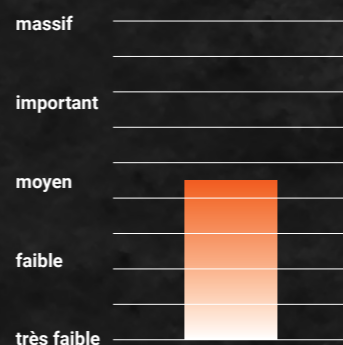
### Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé qui a été reçu.



### Engagement politique :

Volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



## Recommandations



# Recommandations

**Bien qu'une formule identique ne fonctionne pas pour toutes les crises de déplacement négligées dans ce rapport, les recommandations ci-dessous suggèrent plusieurs actions qui peuvent être prises par différentes parties prenantes pour remédier à la négligence politique, financière et médiatique.**

## Recommandations aux gouvernements donateurs :

- Fournir une aide humanitaire en fonction des besoins des personnes touchées, et non en fonction d'intérêts géopolitiques ou du degré d'attention des médias à l'égard de certaines crises. De même, veiller à ce que toutes les questions humanitaires bénéficient d'une répartition équitable des ressources afin d'éviter que certains secteurs, tels que l'éducation et la protection, soient négligés de manière récurrente.
- Augmenter le financement de qualité dans le système humanitaire - y compris les allocations rapides, flexibles et pluriannuelles - en plus du financement direct pour les acteurs de la réponse locale conformément aux engagements du Grand Bargain afin de mieux aborder les facteurs qui se chevauchent de conflit et de violence, de déplacement et de catastrophes récurrentes liées au climat.
- Augmenter les budgets humanitaires et de développement, en particulier pour les crises négligées et sous-financées, afin d'atteindre l'objectif actuel selon lequel les pays doivent consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement. L'augmentation des allocations ne devrait pas inclure les coûts liés aux réfugiés dans les pays donateurs.
- S'engager à augmenter les quotas de réinstallation des réfugiés et garantir des itinéraires sûrs et légaux à tous ceux qui fuient les crises, et pas seulement à ceux qui font la une des journaux.
- Coordonner plus efficacement avec les acteurs du financement du développement, y compris les institutions financières internationales et les acteurs du financement du climat, afin d'encourager les investissements dans les contextes touchés par les déplacements. Le financement complémentaire de l'aide humanitaire, du développement et du climat est essentiel pour répondre aux besoins des personnes touchées par les déplacements, relever les défis récurrents et s'attaquer aux causes profondes.
- Passer de discussions réactives à des discussions proactives pour répondre aux crises négligées en

lançant des mécanismes et des plateformes pour remettre les crises négligées au centre de l'attention. En collaboration avec des États partageant les mêmes idées, organiser des événements d'engagement de haut niveau, nommer des envoyés spéciaux et défendre les mécanismes de responsabilisation ou de dialogue politique, le cas échéant.

- Soutenir la capacité des humanitaires à travailler dans des contextes complexes en simplifiant les procédures de diligence raisonnable, en proposant des modèles de partage des risques plus gérables pour les agences d'aide et les partenaires locaux, et en mettant en œuvre des garanties humanitaires cohérentes dans le cadre des sanctions et des lois antiterroristes.

## Recommandations au Conseil de sécurité des Nations unies et aux États membres de l'ONU :

- Veiller à ce que les situations de crises négligées ou prolongées reçoivent une attention adéquate de la part du Conseil de sécurité des Nations unies et des organes concernés. Cela inclut des réunions géographiques et thématiques dédiées, et la présentation de votes ou de résolutions le cas échéant.
- Utilisez votre mandat pour exhorter toutes les parties au conflit à respecter le droit humanitaire international. Lorsque des violations sont constatées, soutenir les mécanismes internationaux de responsabilisation.
- Favoriser un engagement politique de haut niveau aux niveaux national et régional en faveur de solutions politiques inclusives, car seule la fin des conflits et de la violence apportera une stabilité à long terme dans les crises de déplacement complexes et prolongées.
- Aider les organisations humanitaires à surmonter les obstacles à un accès sûr et sans entrave aux zones difficiles d'accès, à négocier avec toutes les parties à un conflit et à réduire les contraintes administratives imposées par les gouvernements.
- Veiller à ce que les mesures et les sanctions antiterroristes n'aient pas d'impact involontaire sur

les organisations humanitaires qui travaillent dans des environnements difficiles et tentent d'atteindre rapidement et en toute sécurité les personnes qui en ont le plus besoin.

- Les États membres doivent transposer dans leur législation nationale les exemptions humanitaires prévues par la résolution 2664 du Conseil de sécurité des Nations unies.
- Veiller à ce que le mandat des missions de maintien de la paix des Nations unies tienne compte des préoccupations humanitaires, soit doté de ressources suffisantes et donne la priorité à la protection des civils. Il est tout aussi important d'assurer une coordination étroite avec les organismes d'aide et de rendre des comptes aux populations locales.

## Recommandations aux organisations humanitaires :

- Renforcer le leadership humanitaire dans les pays, notamment par l'intermédiaire de directeurs de pays et de coordinateurs humanitaires expérimentés, capables de s'engager auprès des parties prenantes nationales et internationales au nom de la communauté humanitaire et de soulever des questions au plus haut niveau.
- Élargir les efforts de plaidoyer pour un financement plus important et de meilleure qualité à de nouvelles parties prenantes, y compris les nouveaux pays donateurs, le secteur privé et les fondations.
- Fournir aux donateurs des analyses fondées sur des données probantes pour les aider à définir les allocations annuelles d'aide humanitaire en fonction de la gravité des besoins.
- Améliorer la coordination entre les organisations d'aide sur le terrain. Optimiser l'utilisation des ressources et éviter toute concurrence inutile pour les ressources limitées disponibles.
- Investir dans le plaidoyer. Souvent, les opérations nationales qui reçoivent le moins de fonds n'ont pas les moyens de se doter de ressources en matière de plaidoyer et de communication, ce qui crée un cercle vicieux et rend difficile d'attirer l'attention sur ces crises au niveau international.
- Établir des liens avec des groupes de réflexion sur la politique étrangère, des instituts de recherche et d'autres organisations qui peuvent aider à aborder

les crises négligées sous différents angles afin de faire pression collectivement pour que les questions humanitaires soient incluses dans des débats ou des décisions politiques plus larges.

## Recommandations aux journalistes et aux rédacteurs en chef :

- Investir dans le journalisme de crise peu médiatisé. Informez et stimulez le débat, et jouez le rôle de chien de garde.
- Si des formalités administratives telles que l'absence d'autorisations pour les médias, de visas ou d'autres problèmes d'accès entravent les reportages sur une crise, utiliser les plateformes médiatiques pour plaider en faveur des changements nécessaires et explorer des solutions numériques pour obtenir des comptes rendus de première main de la part des personnes sur le terrain.
- Plaider en faveur de la protection de la liberté de la presse et de la sécurité des journalistes afin que les journalistes nationaux et internationaux travaillant dans les pays touchés par une crise puissent continuer à faire des reportages.
- Réaliser des reportages qui mettent l'accent sur les solutions et ne contribuent pas à exacerber les conflits ou les stéréotypes.

## Recommandations au grand public :

- Contribuez à faire en sorte que votre gouvernement et vos responsables politiques rendent des comptes sur les engagements existants concernant les niveaux d'aide et les politiques liées aux déplacements - telles que les voies légales pour les migrants et les demandeurs d'asile et les quotas de réinstallation, entre autres - en écrivant des lettres, en signant des pétitions et en soumettant des questions aux assemblées législatives nationales.
- Se documenter sur les crises négligées et soutenir le journalisme de qualité qui couvre les conflits oubliés. Parlez de ces crises et partagez des articles ou des histoires sur les médias sociaux.
- Lorsque vous faites un don pour une crise, essayez de faire coïncider la générosité envers ceux qui font les gros titres avec ceux qui sont loin des projecteurs des médias et qui ont souvent été déplacés à de multiples reprises en raison des conflits, de l'insécurité et des aléas climatiques.





CONSEIL NORVÉGIEN  
POUR LES RÉFUGIÉS